

Aperçu d'un indice de grande vulnérabilité dans plusieurs villes du Québec

Pierre Langlois
Économiste

Mai 2022

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Depuis la publication des résultats québécois au Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) en 2015, plusieurs observateurs tentent de comprendre le retard du Québec en matière de littératie, un concept défini par l'OCDE comme « la capacité de comprendre, d'évaluer, d'utiliser et de s'engager dans des textes écrits pour participer à la société, accomplir ses objectifs et développer ses connaissances et son potentiel ».

Deux études de la Fondation pour l'alphabétisation ont permis de cerner deux phénomènes distincts qui expliquent une partie des résultats québécois défavorables, soit 1) la faiblesse en littératie des répondants n'ayant pas minimalement un diplôme d'études collégiales et 2) la structure industrielle et sociale de certaines régions et municipalités régionales de comté (MRC).

En effet, la présence d'industries ou de secteurs d'emplois qui ne nécessitent pas de formation collégiale, l'éloignement des grands centres urbains et l'absence de certains actifs culturels ou d'enseignement supérieur dans une localité apparaissent comme des facteurs qui affectent négativement les résultats de littératie des populations qui y résident.

C'est pourquoi les grands centres urbains et leur périphérie obtiennent des résultats plus favorables en littératie. Par exemple, l'île de Montréal, la Rive-Sud et la ville de Laval, l'agglomération de Québec et sa banlieue ainsi que les villes de Gatineau, Saguenay, Trois-Rivières, Rimouski et Sherbrooke présentaient des résultats en littératie meilleurs que la moyenne québécoise selon la projection réalisée par la Fondation pour l'alphabétisation en 2021.

Or, ce portrait plus favorable des grands centres urbains masque des enjeux en littératie qui s'expliquent autrement que par la structure industrielle ou démographique des milieux de vie.



Spirale de précarité

Une corrélation peut être établie entre la précarité financière des ménages urbains et les problématiques de littératie. Plus précisément, l'hypothèse avancée est la suivante : la pauvreté économique et la pauvreté sociale, qui peut être en partie mesurée par la littératie, sont des phénomènes qui s'alimentent, créant ainsi une spirale vers la grande vulnérabilité. Ce double enjeu de pauvreté économique et sociale illustre un certain noyau dur des enjeux de littératie au Québec.

En quantifiant la pauvreté économique et la pauvreté sociale à l'aide des données de recensement (2016) et des données du PEICA, la présente étude propose un indice de grande vulnérabilité dans certaines villes, certains arrondissements et quartiers urbains.

Cet indice de grande vulnérabilité atteint 6 % de la population âgée de 15 ans et plus au Québec, soit tout près de 400 000 personnes. Pour certaines villes et certains quartiers, l'indice culmine à plus de 10 %, notamment à Montréal-Nord, dans les quartiers Saint-Michel et Parc-Extension ainsi que dans les villes de Joliette, Shawinigan et Lachute.

Afin de réduire le taux de grande vulnérabilité, une approche intersectorielle pourrait être mise de l'avant au Québec. Un programme spécifique visant le soutien financier d'un ménage ou d'un individu sans enjeux de santé à hauteur de la mesure du panier de consommation (MPC) et associé à un programme de requalification des compétences de base serait une première étape pour lutter efficacement contre la grande vulnérabilité.

Une telle stratégie permettrait à plus de 176 000 personnes de 20 à 59 ans, sans contrainte à l'emploi et en situation de grande vulnérabilité, de sortir à la fois de la pauvreté économique et sociale.

Cette réduction de la grande vulnérabilité au Québec permettrait d'engendrer une injection économique de plus d'un milliard de dollars dans le produit intérieur brut (PIB) du Québec, selon la modélisation de l'étude La Littératie comme source de croissance économique (2018).

La réduction de la grande vulnérabilité devient ainsi un outil de développement économique, notamment dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre.



INTRODUCTION

Lors de la publication des derniers résultats détaillés du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), il fut établi que 53 % des Québécois de 16 à 65 ans n'atteignaient pas le niveau 3 en littératie.

Rappelons que pour atteindre le niveau 3 du PEICA, le répondant doit être en mesure de démontrer sa compréhension de différents types de texte denses ou longs, de comprendre des structures de texte, des procédés rhétoriques et d'interpréter plusieurs informations.

Avec ce résultat, le Québec fait moins bien que la moyenne canadienne (48,5 %), que l'Ontario (46,8 %) et que celle de l'OCDE (48 %).

L'étude La Littératie comme source de croissance économique (Langlois, 2018) de la Fondation pour l'alphabétisation a estimé que l'écart défavorable entre le Québec et l'Ontario en matière de littératie se répercutait par un manque à gagner récurrent de 4,9 milliards de dollars sur le PIB québécois.

Par ailleurs, la Fondation pour l'alphabétisation a pu évaluer que le PEICA sous-estimait le nombre de Québécois ayant des enjeux de littératie en limitant son évaluation aux adultes de 16 à 65 ans. Dans l'étude, La Littératie au Québec : un bilan qui s'améliore, des enjeux qui persistent (2020), il fut estimé que 1 000 000 de Québécois de plus de 65 ans n'arrivaient pas à atteindre le niveau 3 en littératie.

Cette masse importante de personnes aux prises avec des enjeux de littératie se répartit inégalement sur le territoire. En corrélant le niveau de littératie des répondants au PEICA aux données liées à leur cheminement scolaire, il devient possible d'estimer la répartition géographique des enjeux de littératie au Québec. C'est donc à partir de la composition démographique des municipalités régionales de comté (MRC), compilée par le recensement de Statistique Canada, que l'étude La littératie au Québec : un regard local sur les enjeux (2021) a pu évaluer la proportion de la population de 15 ans et plus des MRC n'atteignant pas le niveau 3 du PEICA.

Plusieurs facteurs expliquent les différences intrarégionales en matière de littératie. Citons à cet égard la structure économique des MRC, la démographie et l'éloignement territorial. La présence d'actifs culturels et d'établissements d'enseignement supérieur a aussi un impact sur les résultats globaux en littératie des différentes MRC québécoises. Les grandes villes québécoises et les banlieues ont des résultats en littératie généralement meilleurs que les localités régionales ou rurales en raison de ces facteurs.

Or, la meilleure performance des grandes villes masque possiblement un angle mort au niveau des problématiques de littératie liées davantage à des phénomènes de pauvreté et de précarité des revenus et non à une structure industrielle ou à des composantes démographiques.

En effet, certains quartiers, arrondissements ou concentrations urbaines présentent des portraits statistiques en matière de faible revenu plus défavorables que d'autres parties d'une même ville. En corrélant les résultats du PEICA en littératie avec le niveau scolaire et des indicateurs de faible revenu pour un niveau scolaire donné, il devient possible d'estimer le nombre de répondants ayant à la fois des enjeux de littératie et de précarité de revenu pour les différentes villes québécoises et leurs secteurs.

LA VULNÉRABILITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Présenter un faible niveau de littératie et vivre en situation de faible revenu donne lieu à une tempête sociale parfaite. D'une part, les compétences de base insuffisantes sont un frein évident à l'employabilité, à la progression salariale ainsi qu'à la formation scolaire et professionnelle. D'autre part, vivre en situation de faibles revenus rend, sans un appui financier spécifique, quasi impossible le déploiement des ressources et du temps nécessaires pour l'apprentissage adulte, le raccrochage scolaire ou la requalification professionnelle. En somme, **les deux phénomènes s'alimentent l'un et l'autre, créant une spirale de précarité sociale et économique.**

Dans la présente étude, cette spirale sociale et économique sera associée à un indice de **grande vulnérabilité**. Ce phénomène est estimé par zone urbaine, en prenant en considération l'exclusion économique et sociale créée par la cohabitation des enjeux de littératie et de faible revenu.

Le concept de vulnérabilité dans la littérature

La vulnérabilité sociale et économique ne fait pas l'objet d'une définition précise dans la mesure statistique des conditions de vie d'une population. L'économiste de l'Université d'Oxford, Stefan Dercon (2006), propose que la vulnérabilité dans une perspective microéconomique « désigne l'existence et l'ampleur d'une menace de pauvreté et de misère — le danger qu'un niveau de bien-être socialement inacceptable se réalise ». L'individu qui se retrouve en situation de grande vulnérabilité augmente de façon importante la probabilité de sombrer dans une trappe, c'est-à-dire dans **une situation et un niveau de pauvreté desquels il est impossible de sortir sans intervention extérieure.**

L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) publiait en mars 2021 Réduire les vulnérabilités et les inégalités sociales — tous ensemble pour la santé et le bien-être. Les auteurs y proposent que les « inégalités prennent diverses formes telles que l'accès inégal à l'emploi, à l'alimentation, au logement, aux arts, à la culture, aux loisirs, aux sports, à des espaces bleus et verts ou à certains services comme le transport et l'éducation. L'accès inégal aux ressources occasionne des expériences fort différenciées sur l'ensemble du parcours de vie des personnes, que ce soit pour le développement de la petite enfance ou en réponse à la maladie chronique chez les personnes âgées. Il peut aussi entraîner des **vulnérabilités plus prononcées (faible littératie, la mobilité réduite et la qualité de l'air) chez certains groupes.** »

De plus, un indice de la défavorisation matérielle et sociale (IDMS) mesurant la défavorisation au Québec selon différentes zones géographiques a été conçu par l'INSPQ. L'IDMS est composé de caractéristiques socioéconomiques et vise à quantifier la présence de disparités de santé et de recours aux soins en fonction d'inégalités dans les ressources matérielles et sociales. La dimension matérielle de l'indicateur est basée sur la scolarité, l'emploi et le revenu alors que la forme sociale traduit plutôt les variations de la structure familiale et de l'état matrimonial.

Ainsi, l'IDMS est compilé selon :

01. La proportion de personnes de 15 ans et plus sans certificat ou diplôme d'études secondaires;

02. La proportion de personnes occupées (ayant un emploi) chez les 15 ans et plus;

03. Le revenu moyen des personnes de 15 ans et plus;

04. La proportion de personnes de 15 ans et plus vivant seules dans leur domicile;

05. La proportion de personnes de 15 ans et plus séparées, divorcées ou veuves;

06. La proportion de familles monoparentales.

En 2011, l'indice combiné de défavorisation matérielle et sociale atteignait environ 20 % au Québec : 34 % à Montréal, 29 % en Mauricie et 22 % en Estrie.

Par ailleurs, une étude réalisée pour la Fondation du Dr Julien (2017) par une équipe de chercheurs des écoles de travail social de l'Université de Montréal et de l'Université McGill a proposé un indice de défavorisation économique pour les enfants selon les territoires des Centres locaux de services communautaires (CLSC) du Québec en prenant en compte les revenus familiaux et les retards scolaires des enfants. Les territoires des CLSC de Montréal-Nord, de Saint-Michel et de Parc-Extension présentaient les indices les plus défavorables.

Il importe aussi de mettre en lumière certaines données et compilations du Collectif pour un Québec sans pauvreté. L'organisation établissait en 2022 dans son mémoire « Pour sortir la tête de l'eau : de meilleurs revenus et des services publics forts » qu'environ 500 000 personnes recevaient chaque mois, en 2019, un panier de provisions, un repas ou une collation du réseau des Banques alimentaires du Québec. En 2021, le nombre de personnes qui bénéficiaient d'aide alimentaire se serait établi à 610 000 par mois, soit une augmentation de 18 %.

La vulnérabilité économique et sociale est l'addition de symptômes économiques et sociaux menant vers l'exclusion. **La présente étude propose qu'une notion de grande vulnérabilité dépasse l'addition des mesures de faible revenu et de composition sociale des ménages, mais qu'elle découle plutôt d'une corrélation entre une situation de faible revenu, en l'occurrence la mesure du panier de consommation (MPC), et des enjeux de faible littératie.**

COMPILATION D'UN INDICE DE GRANDE VULNÉRABILITÉ

Deux méthodologies statistiques évaluent la notion de faible revenu au Canada :

1. La mesure du faible revenu (MFR)

établit un seuil de référence au-dessous duquel un ménage est considéré comme étant à faible revenu, soit lorsque son revenu correspond à la moitié de la médiane du revenu de ménage des particuliers de tous âges.

2. La mesure du panier de consommation (MPC)

estime plutôt le coût des biens et des services essentiels pour combler les besoins de base. Un ménage ou un individu ayant des revenus sous cette mesure est considéré comme étant à faible revenu.

Dans son rapport « Revenu et faible revenu au Québec en 2019 : les plus récentes données et les tendances depuis 25 ans » publié en février 2022, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) décrit qu'« en 2019, 32 % des ménages composés de personnes seules étaient en situation de faible revenu selon la MFR, contre 26 % en 1996. En comparaison, 8 % des ménages de deux personnes ou plus étaient à faible revenu selon la MFR en 2019. Le taux de faible revenu selon la MFR des personnes âgées de 65 ans et plus est en augmentation constante : il est passé de 4 % en 1996 à 16 % en 2019 ».

Selon le niveau scolaire, la mesure de faible revenu (MFR) s'établit à 16 % chez les titulaires d'un diplôme d'études secondaires (ou moins) et à 8 % chez les diplômés postsecondaires. Les principales différences de mesure entre la MFR et la MPC touchent les aînés de plus de 65 ans et les personnes vivant seules. En 2019, 19 % des adultes vivant seuls étaient à faible revenu selon la MPC, comparativement à 32 % selon la MFR.

La présente étude utilisera une MPC hybride, corrigeant l'écart par rapport à la MFR, par niveau scolaire, afin de la lier aux résultats du PEICA en littératie pour l'année de recensement de 2016.

Ainsi, en 2016, 14,3 % des Québécois ayant un diplôme d'études secondaires ou professionnelles n'atteignaient pas la MPC, 9,5 % des diplômés collégiaux et 7,5 % des diplômés universitaires¹.

Selon les données du PEICA, 85,6 % des non-diplômés n'atteignaient pas le niveau 3 de littératie et ce pourcentage s'élève à 65,1 % chez les diplômés secondaires ou professionnels, à 40,6 % chez les diplômés collégiaux et à 26,7 % chez les diplômés universitaires.

Ainsi, en corrigeant l'écart entre la MFR et la MPC pour les différentes zones géographiques urbaines du Québec, on peut estimer que **399 128 Québécois** sont à la fois en situation de faible revenu et aux prises avec des enjeux de littératie. C'est ce phénomène bien précis qui amène une situation de grande vulnérabilité.

L'indice de grande vulnérabilité est alors évalué à **6,02 %** de la population des 15 ans et plus en 2016 pour l'ensemble du Québec.

1. Institut de la statistique du Québec. *Taux de faible revenu selon la Mesure du panier de consommation (MPC) de l'année de base 2018, particuliers de 16 ans et plus, Québec, 2015-2019.*

LA GRANDE VULNÉRABILITÉ DANS LES VILLES QUÉBÉCOISES

La représentation géographique de la grande vulnérabilité n'est pas uniforme au Québec et n'est pas uniforme sur le territoire d'une ville. Des zones urbaines de pauvreté, qui s'ajoutent à des structures particulières du marché local de l'emploi et à une composition démographique associée à de faibles taux de littératie, créent des concentrations plus fortes de vulnérabilité.

Les données à cet égard sont plus disponibles pour les grandes villes et pour les régions métropolitaines de recensement en raison d'une segmentation locale des données de recensement.

C'est ainsi que nous sommes en mesure d'estimer l'indice de grande vulnérabilité pour certains secteurs urbains des grandes villes québécoises comme Montréal, Québec, Gatineau, Laval et Longueuil.

1. Ville de Montréal

En 2016, l'indice de grande vulnérabilité pour Montréal est estimé à 8,76 %, soit 2,74 points de pourcentage de plus que la moyenne québécoise. Ce taux représente une population de 122 469 Montréalais vivant en situation de grande vulnérabilité.

Compte tenu de la composition sociodémographique des différents arrondissements, secteurs et quartiers de la ville de Montréal, ce taux n'est pas uniforme sur le territoire.

Trois secteurs de la ville de Montréal affichent des taux estimés de grande vulnérabilité de plus de 10 % : Montréal-Nord, Saint-Léonard/Saint-Michel et Parc-Extension/Villeray.

Indice de grande vulnérabilité dans certains secteurs de la ville de Montréal (2016)

	Indice	Population
Hochelaga	9,21 %	8 256
Montréal-Nord	12,78 %	10 175
Outremont — Côte-des-Neiges	7,93 %	6 568
Plateau-Mont-Royal/ Mile-End	7,54 %	7 364
Pointe de l'Île	6,89 %	5 955
Saint-Laurent	7,51 %	5 828
Saint-Léonard-Saint-Michel	11,23 %	9 571
Rosemont-Petite-Patrie	6,77 %	6 297
Ville-Marie-Île-des-Sœurs-Sud-Ouest	8,90 %	8 867
Villeray-Parc-Extension	11,02 %	10 210

2. Ville de Québec

Dans la **ville de Québec**, les résultats sont plus uniformes qu'à Montréal et l'indice de grande vulnérabilité (2016) y est plus faible. On estime que 4,60 % de la population de 15 ans et plus de la Capitale-Nationale est en situation de grande vulnérabilité, soit 20286 individus.

C'est dans le secteur est de la capitale, soit l'arrondissement de **Beauport et une partie de la Cité Limoilou**, qu'on retrouve la plus forte concentration de grande vulnérabilité, soit 7,58 % ou 6060 individus.

Indice de grande vulnérabilité dans certains secteurs de la ville de Québec (2016)

	Indice	Population
Beauport Limoilou	7,58 %	6 060
Charlesbourg/ Haute Saint-Charles	2,86 %	2 496
Québec centre	5,77 %	4 766
Sainte-Foy/Sillery/ Cap-Rouge	3,62 %	3 150

3. Gatineau, Laval et Longueuil

À **Laval**, les résultats (2016) sont meilleurs que la moyenne québécoise alors que l'indice de grande vulnérabilité est estimé à 4,34 %, soit 14663 individus de 15 ans et plus. Les résultats sont assez uniformes sur le territoire de la ville, hormis le Centre-Nord où le taux de grande vulnérabilité est évalué à 7,39 %.

À **Gatineau**, le taux de grande vulnérabilité (2016) est évalué à 5,17 %, soit 11 448 individus. Le secteur **Hull-Aylmer** fait un peu moins bien avec un taux de grande vulnérabilité estimé de 6,17 %.

Pour **Longueuil**, le taux de grande vulnérabilité serait de 6,01 %, soit 11 846 individus. Le secteur **Charles-Lemoyne** a un résultat plus faible avec un taux estimé de 7,69 %.

Indice de grande vulnérabilité dans certains secteurs de la ville de Laval, Gatineau et Longueuil, (2016)

	Indice	Population
Gatineau	5,17 %	11 448
Secteur Hull-Aylmer	6,17 %	
Laval Centre-Nord	7,39 %	6 368
Laval Centre-Sud	2,31 %	1 859
Laval Est	3,29 %	2 671
Laval Ouest	4,25 %	3 655
Longueuil	6,01 %	11 846
Secteur Charles-Lemoyne	7,69 %	

4. Les autres grandes villes du Québec

Sherbrooke affiche une population en situation de grande vulnérabilité de 9847 individus, soit 7,55 % de sa population de 15 ans et plus et un résultat plus élevé que la moyenne québécoise (6,02 %).

Les villes de **Trois-Rivières et de Saguenay** suivent avec des populations estimées en situation de grande vulnérabilité de 8276 et 6666 individus respectivement. Saguenay fait tout de fois mieux que la moyenne québécoise avec un indice de grande vulnérabilité estimé à 5,52 %.

Les grandes villes de banlieue, comme **Terrebonne, Brossard, Repentigny, Blainville, Saint-Eustache, Mascouche** ou **Boucherville** affichent des résultats forts inférieurs à la moyenne québécoise. Par exemple, l'indice de grande vulnérabilité estimé pour Boucherville frise le seuil du 1 %. Un résultat similaire est observable dans **les grandes villes majoritairement anglophones** comme Dollard-des-Ormeaux et Pointe-Claire.

D'une liste de 50 villes du Québec, représentant les plus peuplées et des cités régionales, trois villes présentent un indice de grande vulnérabilité estimé de près ou de plus de 10 %, soit **Shawinigan (9,66 %), Lachute (11,96 %) et Joliette (13,36 %)**. Ces résultats s'expliquent essentiellement par une MFR plus élevée dans leur population de 16 à 65 ans.

Indice de grande vulnérabilité dans certaines villes et cités régionales du Québec (2016)

	Indice	Population
Alma	5,91 %	1475
Amos	5,12 %	522
Baie-Comeau	3,67 %	648
Blainville	2,14 %	960
Boucherville	1,16 %	394
Brossard	4,15 %	2909
Châteauguay	5,15 %	1995

	Indice	Population
Côte-Saint-Luc	6,22 %	1574
Cowansville	8,98 %	960
Dolbeau-Mistassini	7,03 %	789
Dollard-des-Ormeaux	3,51 %	1415
Drummondville	7,70 %	4646
Gaspé	4,58 %	559
Granby	6,81 %	3653
Joliette	13,36 %	2211
La Tuque	8,12 %	747
Lachute	11,96 %	1270
Lévis	2,43 %	2810
Magog	6,89 %	1505
Mascouche	2,73 %	1001
Matane	8,86 %	1058
Mirabel	3,31 %	1295
Pointe-Claire	2,56 %	648
Repentigny	2,69 %	1854
Rimouski	5,21 %	2079
Rivière-du-Loup	8,31 %	1310
Rouyn-Noranda	5,51 %	1881
Saguenay	5,52 %	6666
Saint-Eustache	4,07 %	1472
Saint-Georges	6,02 %	1564
Saint-Hyacinthe	7,44 %	3469
Saint-Jean-sur-Richelieu	5,11 %	4177
Saint-Jérôme	7,97 %	4800
Salaberry-de-Valleyfield	8,44 %	2820
Sept-Îles	8,92 %	1845
Shawinigan	9,83 %	4087
Sherbrooke	7,55 %	9847
Sorel-Tracy	7,90 %	2294
Terrebonne	3,22 %	2836
Thetford Mines	8,97 %	1857
Trois-Rivières	7,49 %	8276
Val-d'Or	5,20 %	1372
Vaudreuil-Dorion	2,73 %	791
Victoriaville	6,72 %	2354

RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION

Le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE) du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a fait une mise à jour en 2021 de l'évolution du phénomène de pauvreté et d'exclusion sociale, produisant un bilan des cibles et des balises instaurées par la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale de 2002.

Le CEPE note que le taux de faible revenu est passé de 13,1 % en 2006 à 7,9 % en 2018, un plancher historique, mais souligne que ces résultats masquent une asymétrie quant à la composition des ménages et à la distribution régionale. « Malgré une baisse du taux de faible revenu chez les personnes seules, celui-ci demeure 4,3 fois supérieur aux ménages d'au moins deux personnes (21,1 % contre 4,9 %, selon la MPC en base 2008) », toujours selon l'État de situation 2020 du CEPE. Le rapport note des écarts importants et souligne une concentration du taux de pauvreté plus importante dans les régions de Montréal et du Nord-du-Québec.



PISTES DE RÉFLEXION

Le phénomène de pauvreté au Québec est pluriel et multifacette. À cette estimation de grande vulnérabilité, qui prend en compte un déficit important de revenus et des compétences de base pour un individu, s'ajoutent d'autres conjonctures sociales contribuant au bilan québécois en pauvreté et précarité. Citons par exemple les cas de santé physique et mentale, la hausse du coût de la vie, la monoparentalité, la migration ou encore le vieillissement de la population.

Ainsi, l'approche pour améliorer le bilan en littératie des zones urbaines visées par l'indice de grande vulnérabilité devient alors bien différente que celle visant, par exemple, les individus aux prises avec des enjeux de littératie dans un secteur industriel en milieu régional.

Afin de réduire le taux de grande vulnérabilité, une approche intersectorielle pourrait être mise de l'avant au Québec. Un programme spécifique visant le soutien financier d'un ménage ou d'individu sans enjeux de santé à hauteur de la MPC et associé à un programme de requalification des compétences de base serait fondamental pour lutter efficacement contre la grande vulnérabilité.

Cette approche visant à appuyer les ménages et les individus en situation de grande vulnérabilité par une addition de mesures est d'ailleurs recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

En 2019, l'OMS publiait le *Healthy, Prosperous Lives for All : The European Health Equity Status Report* et y mentionnait que les interventions unidimensionnelles gouvernementales n'ont pas d'impact pour réduire les inégalités sociales de santé (ISS).

Pour l'OMS, les solutions doivent être intersectorielles et englober :

- la sécurité du revenu;
- les conditions de vie;
- le capital humain et social (instruction, apprentissages et littératie);
- l'emploi et les conditions de travail;
- les services de santé.

Une telle stratégie permettrait à environ 176 281 personnes de 20 à 59 ans, sans contrainte à l'emploi et en situation de grande vulnérabilité, de sortir à la fois de la pauvreté économique et sociale.

Une telle réduction de la grande vulnérabilité au Québec permettrait d'engendrer une injection économique de plus d'un milliard de dollars dans le produit intérieur brut (PIB) du Québec, selon la modélisation de l'étude *La Littératie comme source de croissance économique (2018)*, et de combler la moitié de l'écart Québec-Ontario en matière de littératie selon les données du PEICA de 2012.

La réduction de la grande vulnérabilité devient ainsi un outil de développement économique, notamment dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre.

BIBLIOGRAPHIE

CENTRE D'ÉTUDE SUR LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION (CEPE) : *État de la situation 2020*, 2021

COLLECTIF POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ : *Pour sortir la tête de l'eau : de meilleurs revenus et des services publics forts*, février 2022

DERCON, Stefan : *La vulnérabilité : une perspective microéconomique*, *Revue d'économie du développement*, 2006

FONDATION DU DR. JULIEN : *Implantation de nouvelles cliniques de pédiatrie sociale en communauté au Québec, Identification des communautés à risque*, février 2017

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC : *Rapport québécois du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA)*, 2015

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC : *Revenu et faible revenu au Québec en 2019 : les plus récentes données et les tendances depuis 25 ans*, février 2022

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ PUBLIQUE : *Réduire les vulnérabilités et les inégalités sociales : tous ensemble pour la santé et le bien-être*, 2021

LANGLOIS, Pierre : *La Littératie comme source de croissance économique*, février 2018

LANGLOIS, Pierre : *Littératie au Québec : Un bilan qui s'améliore, des enjeux qui persistent*, mars 2021

LANGLOIS, Pierre : *La littératie au Québec : un regard local sur les enjeux*, octobre 2021

Plan d'action interministériel 2017-2021 — Politique gouvernementale de prévention en santé. (2018). Québec : ministère de la Santé et des Services sociaux.

Organisation mondiale de la santé. (2019). *Healthy, Prosperous Lives for All : The European Health Equity Status Report*. Copenhagen, Danemark : Bureau régional pour l'Europe.